



TERMES DE REFERENCE EVALUATION FINALE – OCTOBRE 2018

Projet « Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Gisuru, Kinyinya et Cendajuru »

Table des matières

1. Présentation CAPAD – CSA	1
2. Présentation du projet	1
3. Objectifs de l'évaluation.....	2
4. Approche de l'évaluation	3
5. Compétences requises	4
6. Durée de l'évaluation	4
7. Rapports et restitutions.....	5
8. Contenu et soumission de l'offre	5
9. Sélection du prestataire	6
10. Annexes	7
Annexe 1 : Cadre logique du projet.....	7
Annexe 2 : Cadre de suivi & évaluation actualisé	12

1. Présentation CAPAD – CSA

La Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement, (CAPAD) est constituée de 107.570 ménages exploitants familiaux (62% femmes) regroupés dans 108 coopératives cultivant les cultures vivrières et maraichères. CAPAD se veut un lieu de rencontre, de dialogue et d'échange des Organisations Paysannes pour l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, sur les problèmes de production agricole et sur les approches de développement du monde rural.

Avec plus de 15 ans d'expérience, CAPAD est devenue une structure paysanne qui œuvre pour le développement d'un leadership paysan et la réconciliation des burundais autour des activités agricoles pour lutter contre la pauvreté. La structuration des producteurs agricoles dans des petits groupements au niveau des collines qui évoluent dans des coopératives de production par filière au niveau des communes est une stratégie adoptée par CAPAD pour mieux répondre aux besoins des communautés rurales en vue d'améliorer les conditions de vie des ménages en milieu rural.

Le Collectif Stratégies Alimentaires (CSA) est une ONG belge qui veut promouvoir l'agriculture durable et la sécurité alimentaire par le renforcement des organisations paysannes et la promotion de la souveraineté alimentaire dans les différentes régions du monde. Le CSA table également sur la mise en place de solidarités entre acteurs concernés par l'agriculture et l'alimentation, en particulier entre producteurs agricoles familiaux au Nord et au Sud. Cette solidarité passe par une reconnaissance de la diversité des situations, par une compréhension des enjeux communs et par une coopération tant sur le plan politique que sur le plan opérationnel (échanges d'expériences et de connaissances, formations...).

En 2010, le CSA a adhéré avec la FWA à AgriCord, réseau de 12 organisations internationales dédiées au renforcement des organisations agricoles et rurales, permettant ainsi à la FWA et au CSA d'y jouer leurs rôles respectifs, à savoir représenter les agriculteurs et agir en tant qu'organisation de coopération internationale. Suite à cette adhésion, le CSA a ajouté le financement de partenaires à ses activités, tout en poursuivant ses activités d'éducation, de sensibilisation de milieux spécialisés et de plaidoyer sur les politiques agroalimentaires.

Le CSA et la CAPAD travaillent ensemble depuis 2010 sur les questions d'appui aux organisations de producteurs, avec une collaboration qui n'a cessé de se renforcer au fil des années. Ainsi, le CSA soutient la CAPAD par le financement d'activités inscrites dans le plan d'action stratégique de cette dernière. Au-delà de cet appui financier, le CSA vise un échange constant entre OPA wallonnes et OP burundaises. Le CSA a également choisi, en concertation avec la CAPAD, de soutenir depuis 2013 leurs activités liées aux chaînes de solidarité de petit élevage qui le sont également par l'UAW.

Le CSA et la CAPAD travaillent particulièrement, par le développement d'actions collectives, sur le renforcement des capacités productives, financières et organisationnelles des producteurs agricoles burundais ainsi que sur les questions de pouvoir de marché.

2. Présentation du projet

La mise en œuvre du programme multi acteurs FBSA (Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire) pour l'amélioration de la sécurité alimentaire par la CAPAD (Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement) et son partenaire CSA (Collectif Stratégies Alimentaires) se fait dans les trois communes de Gisuru, Kinyinya et Cendajuru dans la région du Moso. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du programme, le projet exécuté par la CAPAD et CSA s'articulent sur les volets/composantes ci-après :

- l'appui aux organisations paysannes ;
- l'amélioration des conditions de stockage/transformation;

- l'amélioration de l'accès au crédit.

Les objectifs et résultats (cf. annexe 1) s'articulent comme suit autour de l'**objectif global** « Contribuer à l'amélioration des revenus et de l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables » :

- **Objectif spécifique 1:** Les capacités de production et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement
 - **Résultat 1 :** Les producteurs agricoles sont organisés et accèdent de manière durable aux services adéquats pour augmenter leurs productions;
- **Objectif spécifique 2 :** Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont améliorées et diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré
 - **Résultat 2 :** Une meilleure valorisation de la production agricole a permis de diversifier et d'améliorer l'approvisionnement des marchés locaux;
 - **Résultat 3 :** Les ménages vulnérables bénéficiaires ont amélioré leur accès aux moyens financiers

La zone géographique d'intervention constitue un bloc continu de trois communes que sont **Cendajuru** en province de Cankuzo, **Kinyinya** et **Gisuru** dans la province de Ruyigi, toutes situées à l'Est du Burundi et frontalières à la Tanzanie. Dans un souci d'efficacité et de visibilité, il a été retenu de concentrer les interventions du projet sur des zones géographiques suffisamment groupées. Pour ce faire les interventions ont été limitées à 43 collines des trois communes.

Le groupe cible de l'ensemble du projet exécuté par CAPAD et CSA concerne deux catégories de bénéficiaires à savoir:

- Les bénéficiaires directs initialement encadrés par le projet PADDAM exécuté par SOPRAD / Caritas international Belgique;
- Les bénéficiaires indirects encadrés par les projet PADASIO exécuté par UCODE -AMR / Louvain Coopération ainsi que la projet exécuté par la croix Rouge:
 - Les bénéficiaires encadrés par UCODE -AMR / Louvain coopération (multiplicateurs des semences, les vendeurs d'intrants, les vanniers et forgerons) sont organisés en association ou en GPC;
 - Les bénéficiaires de la croix rouge ont intégré dans les Groupement pré coopératives;
 - Les différents producteurs ayant manifesté la volonté d'adhérer dans les Mutuelles de Solidarité sont intégrés dans les MUSO.

3. Objectifs de l'évaluation

Le projet actuel s'achevant au 31 décembre 2018, l'évaluation des actions mises en œuvre au cours (octobre 2013-Décembre 2018) devra permettre de

- i) **dresser un bilan des résultats obtenus**
 - a. apprécier les progrès accomplis au regard des résultats du projet (indicateurs – cf. annexe 2)
 - b. vérifier si les fonds alloués ont été utilisés de manière efficace et efficiente
 - c. apprécier la contribution du programme à l'amélioration de la sécurité alimentaire
 - d. apprécier l'attention donnée au genre
- ii) **caractériser les changements observés / constatés selon l'approche décrite au point 4**

- iii) **évaluer la pertinence de la démarche et de l'approche CAPAD-CSA**
- iv) **mettre en évidence les facteurs de réussites et d'échecs des actions entreprises**
 - a. identifier les facteurs favorables et défavorables pour l'exécution du projet et apprécier la gestion des risques
 - b. apprécier la pertinence de la stratégie partenariale mise en place au niveau du programme
 - c. apprécier la coordination au niveau du programme
- v) **tirer des enseignements utiles pour l'après projet et en vue de la gestion des connaissances**

L'évaluation permettra aussi de rendre compte des résultats du projet aux principaux partenaires, financiers dont en premier la Belgique à travers le FBSA qui finance l'action sur la période 2013-2018 ainsi que l'AFD (Agence Française de Développement) dans le cadre du programme mis en œuvre par le réseau AgriCord et Wallonie-Bruxelles International (WBI).

4. Approche de l'évaluation

CSA et CAPAD ne souhaitent pas conduire une évaluation finale « classique » sur la base des 6 critères de l'évaluation des projets et programmes de développement habituellement utilisés (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, pérennité et impact).

La présente évaluation visera à caractériser les changements qui ont été observés / constatés et comprendre et analyser les processus qui ont permis ces changements, et ceci à différents niveaux :

- au niveau des producteurs membres d'OP et de leurs familles
- au niveau des groupements de producteurs
- au niveau des coopératives
- au niveau des structures d'accompagnement
- au niveau plus large des communes concernées voire, si c'est pertinent, de la province en lien avec les autres acteurs concernés et/ou impliqués directement ou indirectement par l'action

Les changements et les processus de changement devront prioritairement concerner (mais cette liste n'est pas limitative) :

- l'appropriation des actions, de la démarche /principe d'action par les producteurs, leurs organisation et plus largement par les acteurs et partenaires du projet
- l'évolution des différentes capacités des producteurs et acteurs du projet
- l'évolution de l'autonomie des organisations, dans ses différentes dimensions, et des personnes impliquées dans l'action (producteurs, groupements, coopératives) mais aussi techniciens et personnes en charge de l'accompagnement des OP)

Les évaluateurs devront s'attacher à analyser ces changements, les causes de ces changements et la part qui peut être attribuée à chaque acteur de l'action et éventuellement à des facteurs / causes externes favorables ou défavorables.

La méthodologie qui sera utilisée devra se baser sur une approche participative incluant notamment :

- Une revue documentaire : consultation de l'ensemble des documents utiles liés aux thématiques couvertes par le programme FBSA Moso (Burundi) : le rapport SHER, le DTF du

projet exécuté par CAPAD / CSA dans la mise en œuvre du programme FBSA MOSO, le rapport sur la situation de référence, les rapports d'exécution, les documents de la CAPAD, l'évaluation à mi-parcours, etc.

- Des séances de travail avec la CAPAD, les services techniques de la DPAE ainsi que l'administration à la base
- Des séances de travail avec la coordination du programme et les autres partenaires impliqués dans le programme
- Des missions de terrain pour la collecte des données avec des entretiens semi-structurés conduits sur un échantillon de bénéficiaires (producteurs, groupements et coopératives)
- Des consultations de toutes autres personnes ressources que l'expert jugera nécessaire

L'évaluation doit aboutir à un jugement argumenté et à des conclusions sur les processus de changement et les changements eux-mêmes qui ont été observés et sur la part que l'on peut attribuer à l'action conduite par CAPAD-CSA. A la lumière de l'analyse des processus, les consultants devront faire ressortir les forces et faiblesses de l'action de CAPAD-CSA. Ces éléments devront être clairement explicités.

Le consultant ou l'équipe de consultants s'efforcera de formuler des conclusions en nombre limité de manière à garantir leur qualité. Ils clarifieront ou supprimeront tout jugement de valeur qui ne serait pas suffisamment étayé par des faits/observations. Les limites méthodologiques seront mentionnées, tout comme les opinions divergentes, s'il y en a.

5. Compétences requises

Le consultant recherché ou l'équipe de consultants (internationaux et/ou nationaux) pour effectuer cette tâche devra avoir une spécialisation en agroéconomie, socio-économie ou sciences connexes, avec une solide expérience en sécurité alimentaire et nutritionnelle, économie familiale, structuration et organisations de producteurs. Le profil détaillé du consultant est résumé ci-après.

Education	Etre titulaire d'un diplôme universitaire de licence, bio-ingénieur ou de maîtrise en Agroéconomie, sciences sociales ou tout autre domaine pertinent relevant du développement rural dans les pays en développement
Expérience	Justifier d'au moins 5 ans d'expérience dans le domaine en gestion de programmes de développement communautaires et/ou du suivi et d'évaluations de projets/programmes à composantes multiples (développement rural, agriculture et structuration des organisations paysannes).
Autres compétences	Très bonne connaissance du secteur agricole burundais Maîtrise de la gestion du cycle de projet de développement et la méthode de programmation axée sur les résultats Maîtrise indispensable de la langue française tant à l'écrit qu'à l'oral Très bonne maîtrise de l'outil informatique. Très bonne connaissance du contexte et des enjeux socio-économiques locaux. Capacité éprouvée d'analyse et de rédaction des rapports d'études.

6. Durée de l'évaluation

L'étude s'étendra sur **20 jours au maximum** (y compris la rédaction des rapports et les restitutions). Un calendrier précis des missions de terrain pourra être élaboré en collaboration avec l'équipe du

projet œuvrant sur terrain ou le staff de la CAPAD et se dérouleront en **décembre 2018**. Le rapport final est à remettre pour le **21 décembre 2018** au plus tard.

7. Rapports et restitutions

Les rapports attendus dans le cadre de cette évaluation sont les suivants :

- **Rapport provisoire** (par voie électronique) au plus tard 10 jours après la conclusion de la mission de terrain.
- **Séance de validation** présentant le travail effectué et le rapport provisoire au staff de la CAPAD, au plus tard 5 jours après la remise du rapport provisoire
- **Rapport final**, 5 jours après la réception des commentaires sur le rapport provisoire (le rapport final est fourni en 5 exemplaires plus une copie en version électronique – fichiers Word/Excel).
- **Séance de restitution** présentant rapport final au staff de la CAPAD, au plus tard 5 jours après la remise du rapport final.

Les rapports provisoire et final seront écrits en français. Ils comprendront un résumé des principales conclusions et recommandations ainsi qu'une analyse et une appréciation détaillées sur les thématiques faisant objet de l'analyse, conformément aux objectifs et à l'approche détaillés aux points 3 et 4 de ces termes de référence.

8. Contenu et soumission de l'offre

Le consultant recherché ou l'équipe de consultant choisi à l'issue du processus de sélection est invité à proposer sa démarche d'intervention (offre technique et financière complète) pour répondre aux objectifs précisés ci-avant. Cette offre détaillée inclura :

- la méthodologie comprenant notamment les techniques et outils d'analyse
- une proposition de calendrier de travail
- un curriculum détaillé indiquant clairement ses compétences et expériences;
- des références des travaux

L'offre complète doit parvenir aux commanditaires :

- **Par courrier** : les offres sous pli fermé seront déposées au Bureau de la CAPAD, sise au Quartier Rohero II, Avenue Kunkiko, N° 27, B.P. 24 Bujumbura, au plus tard le **23 novembre 2018 à 17h00**. L'enveloppe extérieure portera la mention suivante : « **A Madame la secrétaire exécutive de la CAPAD, Offre pour le recrutement d'un consultant chargé de la réalisation d'une évaluation finale du projet exécuté par la CAPAD dans le programme FBSA MOSO** ».

OU

- **Par e-mail** : les offres seront envoyées à l'adresse suivante capad_shirukubute@yahoo.fr avec en copie à Nicolas.Delille@csa-be.org au plus tard le **23 novembre 2018 à 17h00**.

Les offres incomplètes ou remises au-delà de cette échéance seront rejetées. Les dossiers déposés resteront la propriété de la CAPAD et du CSA qui sont les commanditaires de la mission.

9. Sélection du prestataire

La sélection du consultant ou de l'équipe de consultants sera effectuée sur base des profils professionnels proposés à travers un appel d'offres ouvert. La sélection sera basée sur l'analyse du plan de travail détaillant la méthodologie à utiliser, ainsi que les capacités et expérience des candidats.

Un contrat de prestation de service sera signé entre la CAPAD qui est le commanditaire de la mission et le consultant qui sera retenu après sélection des offres. Ce dernier proposera les modalités financières, le calendrier et le déroulement de la mission.

10. Annexes

Annexe 1 : Cadre logique du projet

Description de la logique d'intervention	IOV (indicateurs objectivement vérifiables)	SV (sources vérification)	Hypothèses
<p>Objectif Global :</p> <p>Contribuer à l'amélioration des revenus et de l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables</p>	<p>Fin 2017, les ménages bénéficiaires ont amélioré leurs conditions de vie (paiement des frais de scolarité, frais de santé, augmentation du pouvoir d'achat, etc.)</p>	<p>Etude de référence et évaluations mi-parcours et finale</p> <p>Rapports semestriels de S&E avec données quantitatives et qualitatives</p> <p>Evaluation qualitative annuelle (externe)</p>	<p>Les conditions sécuritaires ne se dégradent pas ;</p> <p>Il n'y a pas de calamités climatiques et sanitaires extraordinaires ;</p> <p>Les politiques nationales favorisent l'investissement en milieu rural ;</p> <p>Les autorités locales appuient notre initiative</p>
<p>Objectif spécifique 1:</p> <p>Les capacités de production et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement</p>	<p>Accroissement (%) des productions vivrières par les ménages vulnérables ;</p> <p>Accroissement (%) du surplus commercialisé par les ménages ciblés;</p> <p>Augmentation des capacités techniques et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables;</p> <p>Accès(%) des groupes vulnérables aux facteurs de production (intrants, terre de collines et de marais, etc.)</p>	<p>Rapports de mise en œuvre du projet et Rapports de suivi et d'évaluation du projet, base de données de CAPAD,</p> <p>Evaluation qualitative et quantitative à mi-parcours (externe)</p>	<p>Les politiques nationales agricoles et d'investissement en milieu rural restent favorables, adhésion favorable aux nouvelles structures par la communauté locale</p>
<p>Résultat 1 : Les producteurs agricoles sont organisés et accèdent de manière durable aux services adéquats pour augmenter leurs productions;</p>	<p>Fin 2017, 6 GPC sont fonctionnelles</p> <p>En 2017, au moins trois décisions favorables aux producteurs sont prises au niveau des zones et communes sous l'influence des GPC.</p>	<p>Rapport d'évaluation à mi-parcours et évaluation finale</p>	<p>Les conditions sécuritaires ne se dégradent pas</p>

Description de la logique d'intervention	IOV (indicateurs objectivement vérifiables)	SV (sources vérification)	Hypothèses
<p>Objectif spécifique 2 :</p> <p>Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont améliorées et diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré</p>	<p>Degré d'opérationnalisation des mutuelles de solidarités et niveau de participation des groupes vulnérables</p> <p>Niveau de revenu et diversité de leur source pour les groupes cibles</p> <p>Pourcentage de petits producteurs ayant accès au microcrédit (intrants, AGR)</p> <p>Taux de recouvrement des crédits octroyé</p> <p>Proportion de bénéficiaires selon le genre qui disposent d'un revenu régulier issu d'activités agricoles et connexes</p> <p>Taux d'accès aux services d'appui-conseil de proximité par les groupes vulnérables</p>	<p>Rapports étude de base, semestriels de Suivi et Evaluation, évaluation mi-parcours et finale, avec données quantitatives et qualitatives</p> <p>Evaluation qualitative annuelle (externe)</p>	<p>Mobilisation de la contribution locale par rapport aux investissements, Disponibilité des intrants à coûts raisonnables, priorisation et maîtrise d'ouvrage par les organisations paysannes constituées, Implication des Services techniques et des organisations paysannes, adhésion favorable aux nouveaux produits financiers par la communauté locale</p>
<p>Résultat 2 : Une meilleure valorisation de la production agricole a permis de diversifier et d'améliorer l'approvisionnement des marchés locaux;</p>	<p>Fin 2017, au moins 50% des ménages membres d'une GPC ont augmenté le nombre de type de produits agricoles de 3 dont 1 est d'une qualité supérieure</p>	<p>Base de données et rapport d'évaluation finale</p>	<p>Le climat d'investissement en milieu rural ne se dégrade pas</p>
<p>Résultat 3 : Les ménages vulnérables bénéficiaires ont amélioré leur accès aux moyens financiers</p>	<p>Fin 2017, 60% des groupements composés de ménages vulnérables ont développé des MUSO qui permettent à chaque membre d'obtenir au moins 2 crédits par an à des meilleures conditions qu'aux IMF, Fin 2017, 40% des membres des GPC ont reçu au moins un crédit agricole grâce au fond levier</p>	<p>Base des données et contrats de crédits</p>	<p>Il n'y a pas de calamités climatiques ni sanitaires extraordinaires ;</p>
<p>Activités</p>	<p>Indicateurs de réalisations</p>	<p>Moyens/Ressources</p>	
<p>Activités par rapport au résultat 1 : Les producteurs agricoles sont organisés et accèdent de manière durable aux services adéquats pour augmenter leurs productions</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Véhicule de terrain - Matériel et équipement de bureau - Motos - Coordonnateur du projet - Animateurs - Comptable 	
<p>Act1.0 : Réaliser une étude sur la situation de référence</p>	<p>Une étude réalisée et validée</p>		
<p>Act1.1 : Etablir une base de données sur l'état des lieux des organisations paysannes</p>	<p>Données enregistrées sur les organisations paysannes</p>		

Description de la logique d'intervention	IOV (indicateurs objectivement vérifiables)	SV (sources vérification)	Hypothèses
dans la zone d'action			
Act1.2 : Appuyer les bénéficiaires/associations existantes à se structurer en groupements et en Groupements Pré Coopératives	Au moins 156 Groupements (un Groupement par Colline pour 2 cultures principales retenues) sont initiés et/ou renforcés, au moins 6 GPC mis en place (deux GPC par Commune pour 2 cultures principales retenues)		
Act1.3 : Assurer le renforcement des capacités et appuyer les GPC à mettre en place les services concrets aux membres et les représenter valablement	Au moins 6 GPC renforcés (formation, échange d'expérience, équipements, etc.) à travers les leaders et les membres, 12 services concrets sont fonctionnels (2 services par GPC)		
Act1.4 : Faciliter la mise en relation des GPC avec les autres organisations/institutions communales, provinciales, nationales et régionales afin d'être impliqués effectivement dans le dialogue sur les politiques et programmes agricoles (au sein des CCDC, etc.)	6 contrats de partenariat signés chaque année (1 contrat par GPC chaque année), 156 fora collinaires organisés par an, 1 forum par commune organisé par an, 1 forum par province organisé une fois tous les 2 ans, au moins 3 thèmes de plaidoyer réussis tout au long du projet		
Act1.5 : Appuyer les GPC pour être impliqués effectivement dans le dialogue sur les politiques et programmes agricoles (organisation d'une foire agricole, foras collinaires, communales, provinciales et forum national)	Nombre de foras et foire agricole organisés chaque année		
Activités par rapport au résultat 2 : Une meilleure valorisation de la production agricole a permis de diversifier et d'améliorer l'approvisionnement des marchés locaux			
Act.2.1 : Organiser trois études sur : (1) le diagnostique des techniques existantes permettant de dégager les opportunités d'ajouter la valeur des produits agricoles (transformation, amélioration de la qualité),	Trois études réalisées et validées à partir de la 2 ^{ème} année, 3 ateliers organisés par province, meilleures opportunités par filière connues		

Description de la logique d'intervention	IOV (indicateurs objectivement vérifiables)	SV (sources vérification)	Hypothèses
(2) l'analyse du marché, (3) l'impact environnemental des unités de transformation			
Act.2.2 : Organiser des ateliers d'information et de sensibilisation des GPC sur les modalités de mise en place d'une unité de transformation agro-alimentaire économiquement viable	1 atelier organisé par province, nombre producteurs formés		
Act.2.3 : Organiser des ateliers de formation des producteurs sur les techniques de transformation et de conditionnement pour les cultures retenues	Nombre d'atelier, nombre de participants		
Act2.4 : Organiser des ateliers de formation sur la gestion d'une unité de transformation et sur le marketing des produits transformés	1 atelier organisé par province, nombre de participants aux formations		
Act.2.5 : Mettre en place et formation sur le manuel de gestion financière des entreprises agricoles	Nombre de personnes formées		
Act.2.6 : Installer deux unités pilotes de transformation agro-alimentaire par commune sur les cultures dont les besoins en transformation ont été identifiés.	6 unités installées et fonctionnelles à la fin du projet		
Act.2.7 : Faciliter la mise en place d'un cadre d'échange et de concertation entre les acteurs	1 réunion par filière à partir de la 2 ^{ème} année, nombre de décisions/consensus, nombre de participants		
Act2.8 : Faciliter et assister les GPC dans la mise en place des services de stockage de proximité, de vente groupée et de crédit warranté dans la zone d'action pour maximiser les pouvoirs de négociation	Quantité de produits agricoles stockés et vendu par GPC grâce au warrantage, quantité vendues et prix de vente rémunérateurs, 270 personnes formées au cours de 9 ateliers organisés en matière de warrantage, 1 module de formation, outils mis en place, au moins 1 contrat de vente par GPC signé, 1 système d'information sur les marchés est mis en place, 1 réunion par filière à partir de la 2 ^{ème} année		
Act2.9: Assurer le suivi, l'évaluation, la capitalisation et le partage d'expérience	2 thèmes capitalisés au niveau national puis échangés au niveau régional, 1 réunion mensuelle organisée au niveau équipe de terrain, 1 mission		

Description de la logique d'intervention	IOV (indicateurs objectivement vérifiables)	SV (sources vérification)	Hypothèses
	semestrielle organisée par CSA/CAPAD		
Activités par rapport au résultat 3 : Les ménages vulnérables bénéficiaires ont amélioré leur accès aux moyens financiers			
Act.3.1 Collecter les données sur les besoins en financement des coopératives pour les campagnes agricoles et négocier des financements auprès des IMF et bailleurs de fonds	6 GPC ont des documents de besoins en financement par campagne agricole, 1base de données est disponible et est mise à jour à chaque saison culturale, Contrats signés, montants de crédits octroyés, 6 GPC ont au moins signé 1 contrat de financement de leurs activités, au moins 2 produits financiers développés		
Act.3.2 Appuyer la création, le renforcement des capacités et l'accompagnement des Mutuelles de Solidarité (MUSO) dans leurs opérationnalisations	300 MUSO et 3 réseaux créés dans les 3 communes, 1.500 membres des comités de gestion formés		
Act.3.3 : Accompagner les IMF dans le développement des services financiers de qualité adaptés aux ménages les plus vulnérables de la zone d'action	Nombre de rencontres organisées, types de services financiers développés, nombre de crédits octroyés et nombre de bénéficiaires de crédits		
Act.3.4 : Appuyer les membres des Groupements à bien utiliser les produits financiers offerts par les IMF et les MUSO	Plans d'affaires bien exécutés		

Annexe 2 : Cadre de suivi & évaluation actualisé

Le tableau suivant est une actualisation du cadre de suivi. Les modifications sont surlignées en jaune.

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeur de base	Année 1	Année 2	Année 3	Valeur attendue mi-parcours	Année 4	Année 5 – valeur attendue	Valeur attendue fin projet
Objectif Global : Contribuer à l'amélioration des revenus et de l'accès aux marchés pour les petits producteurs et groupes vulnérables	Fin 2018, les ménages bénéficiaires ont amélioré leurs conditions de vie (paiement des frais de scolarité, frais de santé, augmentation du pouvoir d'achat, etc.)	Données à préciser ensemble avec tous les partenaires et la FAO							
Objectif spécifique 1: Les capacités de production et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables sont renforcées durablement	Accroissement (%) des productions vivrières par les ménages vulnérables ;	Données à préciser ensemble avec le pôle agricole							
	Quantité commercialisée par les ménages ciblés (par rapport à leurs productions)								
	Augmentation des capacités techniques et de stockage des petits producteurs et groupes vulnérables								
	Accès (%) des groupes vulnérables aux facteurs de production (intrants, terre de collines et de marais, etc.)								
Résultat 1 : Les producteurs agricoles sont organisés et accèdent de manière durable aux services adéquats pour augmenter leurs productions;	Nombre de GPC fonctionnelles dans la zone de concentration	0	3	3	3	3	3	3	3
	Nombre de services rendus aux membres des GPC	0	0	2	3	3	4	5	5
	Nombre de producteurs agricoles bénéficiaires des services des GPC	0	1.770	3156	4000	2626	3500	3500	3500

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeur base	Année 1	Année 2	Année 3	Valeur attendue mi-parcours	Année 4	Année 5 – valeur attendue	Valeur attendue fin projet
	Nombre de producteurs qui ont augmentés leurs productions	0	0	30%	40%	40%	50%	60%	60%
Objectif spécifique 2 : Les capacités financières et organisationnelles des petits producteurs et groupes vulnérables sont améliorées et diversifiées et leur accès aux marchés facilité/assuré	Degré d'opérationnalisation des mutuelles de solidarités et niveau de participation des groupes vulnérables	Données à préciser ensemble avec le pôle agricole							
	Niveau de revenu et diversité de leur source pour les groupes cibles								
	Pourcentage de petits producteurs ayant accès au microcrédit (intrants, AGR)								
	Taux de recouvrement des crédits octroyé								
	Proportion de bénéficiaires selon le genre qui disposent d'un revenu régulier issu d'activités agricoles et connexes								
	Taux d'accès aux services d'appui-conseil de proximité par les groupes vulnérables								
Résultat 2 : Une meilleure valorisation de la production agricole a permis de diversifier et d'améliorer l'approvisionnement des marchés locaux;	Part (%) de ménages qui ont amélioré la valorisation agricole	0	0	10%	30%	20%	35%	50%	50%
	Part (%) de ménages qui ont amélioré leurs revenus	0	0	10%	30%	25%	30%	45%	45%
Résultat 3 : Les ménages vulnérables bénéficiaires ont amélioré leur accès aux moyens financiers	Part (%) de ménages qui ont accédés aux crédits grâce au fond levier	0	0	15%	25%	25%	35%	35%	35%

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeur de base	Année 1	Année 2	Année 3	Valeur attendue mi-parcours	Année 4	Année 5 – valeur attendue	Valeur attendue fin projet
INDICATEURS DE REALISATIONS									
<i>Activités par rapport au résultat 1 : Les producteurs agricoles sont organisés et accèdent de manière durable aux services adéquats pour augmenter leurs productions</i>									
Act1.0 : Réaliser une étude sur la situation de référence	Nombre d'études réalisées et validées	0	1	0	0	1	0	0	1
Act1.1 : Etablir une base de données sur l'état des lieux des organisations paysannes dans la zone d'action	Organisations paysannes existantes (zone de concentration)	255	255	255	255	255	255	255	255
	Nombre de base de données sur les OP	0	1	0	0	1	0	0	1
Act1.2 : Appuyer les bénéficiaires/associations existantes à se structurer en groupements et en Groupements Pré Coopératives	Nombre de Groupements formés dans la zone de concentration (10 ménages par groupement)	0	177	329	400	262	350	350	350
	Nombre de GPC formés dans la zone de concentration	0	3	3	3	3	3	3	3
Act1.3 : Assurer le renforcement des capacités et appuyer les GPC à mettre en place les services concrets aux membres et les représenter valablement	Nombre d'ateliers de formations dispensées	0	6	9	6	21	6	3	30
	Nombre de personnes formées	0	900	1 350	900	3150	900	0	4050
	Nombre de services rendus aux membres	0	0	3	3	3	4	5	5
Act1.4 : Faciliter la mise en relation des GPC avec les autres organisations/institutions communales, provinciales, nationales et régionales afin d'être impliqués effectivement dans le dialogue sur les politiques et programmes agricoles (au sein des CCDC, etc.)	Nombre de rencontres effectuées	0	2	5	3	10	3	3	16
	Nombre de partenariats développés	0	0	1	1	2	1	1	4

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeur de base	Année 1	Année 2	Année 3	Valeur attendue mi-parcours	Année 4	Année 5 – valeur attendue	Valeur attendue fin projet
Act1.5 : Appuyer les GPC pour être impliqués effectivement dans le dialogue sur les politiques et programmes agricoles (organisation d'une foire agricole, foras collinaires, communales, provinciales et forum national)	Nombre de foras collinaires organisés	0	0	33	33	33	33	33	33
	Nombre de foras communaux organisés	0	0	3	3	6	3	3	12
	Nombre de foras provinciaux organisés	0	1	2	2	5	2	1	7
	Participation dans les foras paysans organisés	0	1	1	1	3	1	1	5
	Participation dans les foires agricoles organisées	0	0	1	1	2	1	0	3
	Nombre de recommandations suivies	0	0	1	1	2	1	1	4
Act.1.6 : Faciliter l'accès à l'information	Numéro de bulletin produit et distribué	0	1	4	4	9	4	3	16
	Nombre de dépliant produit et distribué	0	1	1	1	3	1	1	5
	Nombre d'émission radio produite et diffusée	0	1	4	4	9	4	3	16
	Nombre de documentaire vidéo produit	0	0	1	0	1	0	1	2
Activités par rapport au résultat 2 : Une meilleure valorisation de la production agricole a permis de diversifier et d'améliorer l'approvisionnement des marchés locaux									
Act.2.1 : Organiser trois études sur : (1) le diagnostic des techniques existantes permettant de dégager les opportunités d'ajouter la valeur des produits agricoles (transformation, amélioration de la qualité), (2) l'analyse du marché, (3) l'impact environnemental des unités de transformation	Trois études réalisées et validées	0	1	0	1	2	1	1	3
	Nombre de participants par atelier de validation des études	0	60	0	60	120	60	60	180

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeur de base	Année 1	Année 2	Année 3	Valeur attendue mi-parcours	Année 4	Année 5 – valeur attendue	Valeur attendue fin projet
Act.2.2 : Organiser des ateliers d'information et de sensibilisation des GPC sur les modalités de mise en place d'une unité de transformation agro-alimentaire économiquement viable	Nombre d'ateliers organisés	0	0	6	0	6	0	2	8
	Nombre de participants par atelier	0	0	425	0	425	0	150	575
Act.2.3 : Organiser des ateliers de formation des producteurs sur les techniques de transformation et de conditionnement pour les cultures retenues	Nombre d'ateliers organisés	0	0	2	2	4	0	2	6
	Nombre de participants aux ateliers	0	0	98	98	196	0	98	294
Act.2.4 : Organiser des ateliers de formation sur la gestion d'une unité de transformation et sur le marketing des produits transformés	Nombre d'ateliers organisés	0	0	2	2	4	1	2	7
	Nombre de participants aux ateliers	0	0	98	98	196	49	98	294
	Nombre d'outils de gestion d'une unité de transformation et du marketing	0	0	1	1	1	1	2	4
Act.2.5 : Mettre en place et formation sur le manuel de gestion financière des entreprises agricoles	Nombre d'ateliers de formation	0	0	1	1	2	1	0	3
	Nombre de personnes formées	0	0	49	49	98	49	0	147
Act.2.6 : Installer deux unités pilotes de transformation agro-alimentaire par commune sur les cultures dont les besoins en transformation ont été identifiés.	Nombre d'unités installées et fonctionnelles à la fin du projet	0	0	0	0	0	3	1	1
Act.2.7 : Faciliter la mise en place d'un cadre d'échange et de concertation entre les acteurs	Nombre de réunions organisées	0	0	2	2	4	2	2	8
	Nombre de participants par réunion	0	0	98	98	196	98	98	392
Act.2.8 : Faciliter et assister les GPC	Quantité de haricot stocké (% de la	0	0	10%	20%	20%	25%	30%	30%

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeur base	Année 1	Année 2	Année 3	Valeur attendue mi-parcours	Année 4	Année 5 – valeur attendue	Valeur attendue fin projet
dans la mise en place des services de stockage de proximité, de vente groupée et de crédit warranté dans la zone d'action pour maximiser les pouvoirs de négociation	production)								
	Quantité de maïs stocké (% de la production)	0	0	10%	15%	15%	20%	20%	20%
	Quantité d'arachide stockée (% de la production)	0	0	10%	15%	15%	20%	20%	20%
	Quantité de manioc stocké (% de la production)	0	0	0	15%	0	0	0	0
	Quantité de haricot vendu collectivement (% de la production)	0	0	5%	40%	10%	15%	15%	15%
	Quantité de maïs vendu collectivement (% de la production)	0	0	10%	40%	10%	15%	20%	20%
	Quantité d'arachide vendue collectivement (% de la production)	0	0	10%	40%	15%	20%	30%	30%
	Quantité de manioc vendu collectivement (% de la production)	0	0	0	40%	5%	10%	0%	0%
Act2.9: Assurer le suivi, l'évaluation, la capitalisation et le partage d'expérience	Nombre de missions organisées (% de la production)	0	0	2	2	4	2	0	6
	Nombre de thèmes capitalisés (% de la production)	0	0	0	1	1	2	0	3
	Nombre de réunions organisées avec l'équipe de terrain (% de la production)	0	0	6	6	12	6	0	18
Activités par rapport au résultat 3 : Les ménages vulnérables bénéficiaires ont amélioré leur accès aux moyens financiers									
Act.3.1 Collecter les données sur les besoins en financement des coopératives pour les campagnes agricoles et négocier des financements auprès des IMF et	Nombre de base de données disponibles sur les besoins en financement des GPC sur 2 saisons agricoles par an	0	0	2	2	4	2	2	8
	Nombre de produits financiers	0	0	2	2	4	2	2	8

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeur de base	Année 1	Année 2	Année 3	Valeur attendue mi-parcours	Année 4	Année 5 – valeur attendue	Valeur attendue fin projet
bailleurs de fonds	développés								
	Montants de crédits octroyés aux membres des GPC grâce au fond levier	0	0	15%	40%	25%	30%	25%	25%
Act.3.2 Appuyer la création, le renforcement des capacités et l'accompagnement des Mutuelles de Solidarité (MUSO) dans leurs opérationnalisations	Nombre de MUSO formées	0	0	60	79	79	85	100	100
	Nombre d'ateliers organisés	0	0	9	9	18	6	6	30
	Nombre de participants aux ateliers de formation	0	0	1350	1350	2700	900	900	4500
	Nombre d'outils sur la gestion des MUSO	0	0	3	1	4	1	1	6
Act.3.3 : Accompagner les IMF dans le développement des services financiers de qualité adaptés aux ménages les plus vulnérables de la zone d'action	Nombre de rencontres organisées	0	0	2	3	5	2	2	9
	Nombre de services financiers développés	0	0	2	2	4	2	2	8
	Nombre de bénéficiaires de crédits	0	0	514	600	692	800	0	692
Act.3.4 : Appuyer les membres des Groupements à bien utiliser les produits financiers offerts par les IMF et les MUSO	Nombre d'ateliers de sensibilisation et de formation	0	0	6	4	10	2	4	16
	Nombre de participants	0	0	660	480	1 140	300	600	2040

